

Actualités

CASCADES ACHÈTE UNE USINE EN ONTARIO B3



Sri Lanka

Paul Martin constate les besoins

page B2



La neige paralyse les provinces de l'Atlantique

Un résident de Charlottetown, dans l'Île-du-Prince-Édouard, s'attaque au déblaiement de sa cour. L'activité dans les provinces de l'Atlantique a été ralentie hier par une tempête qui a laissé jusqu'à 39 cm de neige dans certains secteurs de la Nouvelle-Écosse. Les automobiles ont été rares au cours de la journée dans les rues d'Halifax, la tempête ayant perturbé les déplacements, entraîné la fermeture d'écoles, de bureaux et l'annulation de certains services. Les autorités avaient averti les automobilistes de rester loin des autoroutes alors que la neige était poussée par des vents allant jusqu'à 90 km à l'heure. La région de Greenwood, en Nouvelle-Écosse, a été la plus touchée avec 39 cm de neige. Sydney en a reçu 31 cm avant qu'elle ne se transforme en pluie verglaçante. À Halifax, 21 cm de neige sont tombés, hier. Dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard voisine, l'aéroport de Charlottetown était désert, toutes les compagnies aériennes ayant annulé leurs vols pendant presque toute la journée. Pratiquement toutes les institutions de l'île ont été fermées, alors que les vents atteignaient les 100 km à l'heure. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui était dans l'ouest du pays la semaine dernière dans le cadre d'une tournée pancanadienne, a dû annuler une rencontre prévue avec le premier ministre néo-écossais, John Hamm.

Une générosité record a précédé la concession

Les subventions aux écoles juives ont suivi de peu un appui sans précédent de cette communauté au PLQ

Denis Lessard
QUÉBEC

La décision du gouvernement Charest de financer à 100 % cinq écoles privées de confession juive à Montréal, en décembre dernier, est survenue quelques jours après un effort sans précédent de cette même communauté au financement du Parti libéral du Québec.

En décembre, lors d'une réunion à huis clos du caucus de ses députés, le premier ministre Charest a loué les efforts remarquables du ministre du Revenu, Lawrence Bergman, pour amasser du financement auprès de sa communauté, et a même souligné qu'un événement-bénéfice, en novembre, avait permis d'engranger pas moins de 750 000 \$ dans les coffres du parti, un record sans précédent depuis son arrivée à la tête du PLQ en 1998.

« Cette décision sur les écoles suivait une énorme activité de financement, l'une des plus grosses de l'histoire du parti », ont confié des députés, confirmant tout ce que M. Charest avait évoqué en privé à la réunion. Faisant comme d'habitude la nomenclature de ses activités de la semaine, devant ses députés, Jean Charest a parlé d'une récolte de 750 000 \$ pour cette seule activité, soulignant ne pas se souvenir d'un événement partisan qui ait amassé autant d'argent.

L'an dernier, le PLQ avait un objectif de financement de près de cinq millions qui sera largement dépassé lorsque les chiffres seront publics au printemps prochain.

À la permanence du PLQ, on indique que la circonscription de D'Arcy-McGee, représentée par M. Bergman, avait recueilli 100 000 \$ en 2004. Mais cela, convient-on, ne tient pas compte du « financement sectoriel », qui va directement à la permanence du PLQ. Officiellement, ces contributions ne peuvent être identifiées à une circonscription, ni à un ministre en particulier, explique-t-on.

M. Bergman n'a pas rappelé à La Presse à ce sujet. Même mutisme au cabinet de M. Charest.

L'événement de novembre était si important, confie-t-on, qu'un permanent a tenu à vérifier, avant sa tenue, si les gens pouvaient faire des dons « par téléphone », à même leur carte de crédit, idée refusée à cause des règles du Directeur général des élections. Les dons sur cartes de crédit sont permis, mais doivent être faits en personne et non par téléphone.

Ces informations obtenues auprès de plusieurs députés libéraux illustrent le profond embarras suscité dans les troupes libérales par la décision annoncée en décembre dernier par le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. Après cette importante activité de financement en novembre, Québec a décidé, en décembre, de reconnaître comme « écoles associées » cinq établissements privés de confession juive.

Faire passer de 60 à 100 % le financement public de ces institutions coûtera 10 millions par année à Québec.

Le ministre Reid a essayé le pire du rصاص à la suite de cette décision prise, en réalité, au cabinet du premier ministre. De plus, dans la grande région de Montréal, les députés reçoivent des

commentaires très largement défavorables à cette décision.

Il s'agissait d'un second coup dur pour M. Reid, également malmené par les siens pour ses coupes de 103 millions au programme des prêts et bourses. À ce sujet, même M. Charest avait durement critiqué son ministre, soulignant devant l'ensemble des députés que « la vente de cette décision n'avait pas été réussie ».

Relancé par La Presse hier, le ministre Reid a reconnu que la décision de financer à 100 % les écoles juives n'avait jamais été discutée au Conseil des ministres. Cette décision fut prise après en avoir discuté avec le cabinet de M. Charest, explique-t-il. Il souligne ne pas se souvenir d'information touchant le financement provenant de la communauté juive.

Selon les informations de La Presse, les fonctionnaires de l'Éducation s'opposent depuis longtemps à la reconnaissance d'un tel statut pour les écoles juives. Pour M. Reid toutefois, il y a belle lurette que deux écoles grecques orthodoxes sont financées à 100%, comme « écoles associées ».

Sous Daniel Johnson, en 1994, le titulaire de l'Éducation à l'époque, Jacques Chagnon, avait annoncé aussi son intention de financer à 100 % les écoles privées juives. L'annonce avait suscité tellement d'émotion que rien n'avait été fait avant les élections. Les libéraux avaient été battus en septembre 1994.

Plusieurs des collègues de M. Reid ont, en privé, souligné avoir appris par le journal la décision de leur gouvernement. (La Presse)

SAQ: la CSN met son poids pour «rééquilibrer le rapport de force»

Tristan Péloquin
MONTRÉAL

Rendre plus étanches les piquets de grève et mettre en branle une importante campagne de sensibilisation à la solidarité. Voilà ce qu'entend faire la CSN au cours des prochains jours afin de «rééquilibrer le rapport de force» entre la SAQ et ses 3800 employés en grève, qui ont accepté de joindre ses rangs dans une proportion de 76% en fin de soirée dimanche.

«Notre priorité est de travailler à rendre cette grève plus efficace. Quand une société d'État comme la SAQ, confrontée à une grève depuis maintenant huit semaines, parvient à réaliser 92% de ses objectifs financiers, c'est qu'il y a un grave problème», a affirmé hier la présidente de la centrale, Claudette Carboneau.

«Notre première tâche sera donc de relancer un appel à la solidarité de l'ensemble des Québécois. Les gens doivent comprendre le caractère sacré des piquets de grève. Il me semble que, dans une société comme la nôtre, la solidarité doit se manifester bien autrement que l'allégresse avec laquelle les gens traversent ces piquets de grève», a poursuivi Mme Carboneau, dont la centrale représente au total quelque 280 000 membres.

Infime lueur d'espoir

Déjà, plusieurs conseillers de la centrale sont entrés en contact hier avec les leaders syndicaux dans 13 différentes régions du Québec afin de discuter des premières mesures à prendre sur le terrain. Mais, mis à part la nomination d'un nouveau conseiller par la CSN au sein de l'équipe de négociation syndicale, aucun changement n'est survenu aux tables de négociations.

Par la voix de son négociateur en chef, Lucien Bouchard, la SAQ a néanmoins laissé entendre que l'arrivée de la CSN dans le dossier pourrait favoriser la relance des pourparlers, au point mort depuis la mi-décembre.

«La CSN est une centrale qui a beaucoup d'expérience et de savoir-faire en matière de négociations», a déclaré M. Bouchard par voie de communiqué

Bisbille avec la FTQ

Par ailleurs, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP, affilié à la FTQ), qui a tenté de damer le pion à la CSN au cours du vote d'allégeance qui s'est déroulé dimanche soir, a continué d'affirmer hier que les dirigeants syndicaux du SEMB-SAQ ont manqué de transparence au cours du processus d'affiliation. «Les membres ont littéralement été pris en otages, a affirmé la directrice adjointe du SCFP, Lucie Richard. Nous avons fait une offre de service encore plus intéressante que celle faite par la CSN, mais l'exécutif syndical a tout fait pour l'occulter et pour piper les dés à l'avance. Les gens n'ont pas eu à faire le choix entre la CSN et la FTQ; ils ont choisi entre obtenir un chèque d'aide de la CSN ou rester sans un sou sur les piquets de grève.»

Des propos que la présidente de la CSN s'est empressée de tourner en dérision. «Le moins qu'on puisse dire, c'est que la dissension dont parle le SCFP n'a pas paru dans le vote d'allégeance, a-t-elle rétorqué. Maintenant, la récréation est terminée. La véritable preuve de solidarité (de la part du SCFP-FTQ) serait de foutre la paix aux membres du SEMB-SAQ. Après huit semaines de grève, il n'y a plus de place pour cultiver la zizanie et la division.» (La Presse)

CUIR DES PEAUX

Directement du manufacturier

Jusqu'à la fin janvier

50% de rabais et plus

sur toute la **Collection automne-hiver** 2004 - 2005

exemples

- Blouson court pour homme, doublure détachable
Rég. 479 \$ **Spécial 229 \$**
- Redingotte pour dame, cuir italien
Rég. 499 \$ **Spécial 249 \$**

Super promo VTT et MOTONEIGE

Ensemble de motoneige «floating»
Un seul prix **99 \$**

Ensemble de motoneige et VTT gortex
Un seul prix **149 \$**

Ensemble de motoneige et VTT tout cuir
Super promo
Rég. 999 \$ de **249 \$ à 299 \$**

(Grandeur disponible jusqu'à 5X large)

60, rue Wellington Nord,
Sherbrooke
562-0392

Santé

En parfaite harmonie...

Pages publicitaires
à lire vendredi 21 janvier dans
La Tribune

Le monde

REVUE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

www.cyberpresse.ca

L'ONU insiste sur la nécessité d'un système d'alerte aux tsunamis

BANDA ACEH, Indonésie (AP) - À la veille de l'ouverture de la conférence sur la prévention des catastrophes à Kobé, au Japon, les Nations unies ont insisté hier sur la nécessité d'un système d'alerte global, qui aurait permis, lors du violent séisme qui a frappé une partie de l'Asie le 26 décembre, d'épargner de nombreuses vies.

Selon un dernier bilan provisoire, plus de 162 000 personnes ont trouvé la mort du fait de ce tremblement de terre de magnitude 9, suivi d'un tsunami. Plusieurs milliers de corps ont encore été découverts ce week-end sur l'île indonésienne de Sumatra, la plus proche de l'épicentre du séisme.

Après une année 2004 marquée par de nombreuses catastrophes naturelles, et notamment des ouragans meurtriers, le tsunami en Asie du Sud devrait être au cœur des débats de la conférence de Kobé, au cours de laquelle, d'aujourd'hui à vendredi, un système d'alerte sera évoqué.

«Je suis de plus en plus convaincu qu'une attention accrue doit être apportée à la prévention des catastrophes et à la préparation», a déclaré hier Jan Egeblad, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires. «Nous devrions être davantage qu'une brigade de sapeurs-pompiers.»

L'agence scientifique des Nations unies a d'ores et déjà proposé de mettre en place un système d'alerte provisoire dans l'océan Indien d'ici 18 mois, pour un coût total de 30 millions de dollars. Dimanche, le ministre français délégué à la Coopération, Xavier Darcos, a précisé que la France proposera un dispositif, dont la «plateforme principale serait à la Réunion».

Pour Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le tsunami a «mis en lumière l'urgence de s'attaquer à l'extrême pauvreté sur une planète qui regorge de richesses».

«Nous disons que les pays riches devraient y consacrer 0,5% en moyenne de leurs revenus au cours de la prochaine

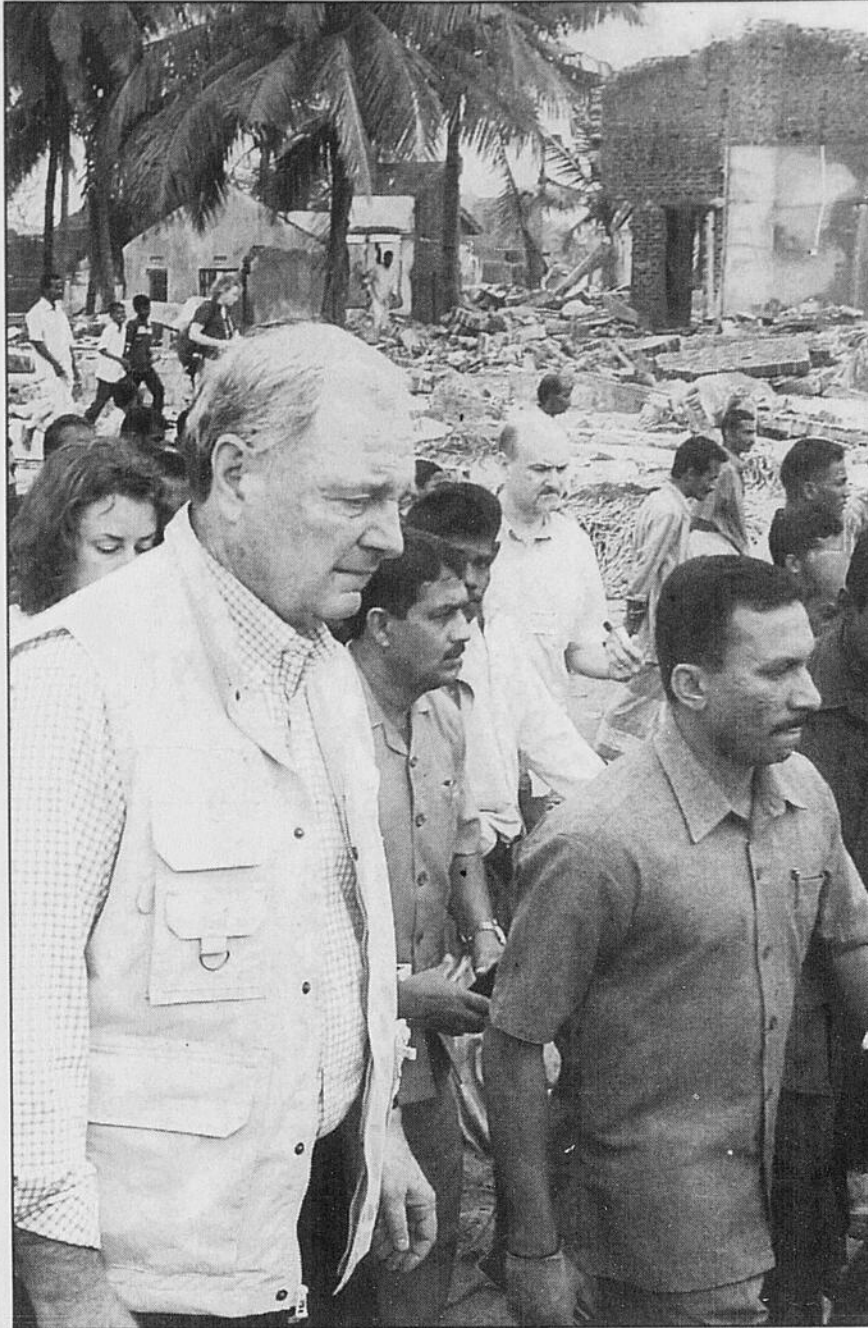
décennie, c'est-à-dire en gros le double de ce qui est fait actuellement. Ce sont des sommes infimes et pourtant, il est très difficile de les mobiliser», rappelle-t-il dans un entretien au quotidien français «Le Monde».

Sur le terrain, la reconstruction des infrastructures indonésiennes, dans la province d'Aceh, va prendre plusieurs années, a indiqué Mark Collins, responsable d'une mission de l'agence australienne AusAID. «La plupart des infrastructures publiques ont été gravement endommagées ou détruites», a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse. «De nombreux membres du secteur médical ont également payé un lourd tribut». En effet, environ 150 médecins sont portés disparus, alors que seuls 82 membres du personnel médical, sur 400, ont été retrouvés, a-t-il poursuivi.

S'il n'y a pas eu d'épidémies majeures, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait part de ses inquiétudes face à une éventuelle pandémie de malaria, qui pourrait être propagée par les moustiques qui pullulent dans les eaux stagnantes. «Il y a un risque considérable. Les gens continuent à boire de l'eau impure», a souligné Rob Holden, le coordinateur de l'agence onusienne.

Par ailleurs, le ministère danois des Affaires étrangères a fait état dans un communiqué de menaces terroristes dans la province d'Aceh. L'ONU a demandé à ses employés de faire preuve de la plus grande prudence en attendant la vérification de cette information. Sur place, Joël Boutroue, responsable des opérations de secours onusiennes, a réaffirmé qu'il n'y avait pas de menace précise contre les secours.

Tengku Mucksalmina, commandant rebelle dans la province d'Aceh, a toutefois certifié que la guérilla n'attaquerait pas les humanitaires étrangers. «Nos mères, nos veuves et nos enfants sont des victimes de cette tragédie», a-t-il dit. «Nous ne tendrions jamais une embuscade à un convoi d'aide pour eux. Nous voulons que (les ONG humanitaires) restent. Nous leur demandons de ne pas laisser les habitants d'Aceh qui souffrent.»



De passage au Sri Lanka, hier, le premier ministre du Canada, Paul Martin, a été à même de constater les ravages causés par le raz-de-marée du 26 décembre.

Martin constate les besoins

KALMUNAI, Sri Lanka (PC) - Deux minutes passées sur la côte orientale du Sri Lanka, dévastée par le tsunami du 26 décembre, suffiraient à convaincre n'importe quel Canadien de la nécessité de la présence sur place des Forces canadiennes, a affirmé hier le premier ministre Paul Martin, stupéfait, à la suite d'une visite de près d'une heure à Kalmunai, collectivité durement touchée par la catastrophe naturelle.

M. Martin s'est rendu par hélicoptère à 300 kilomètres à l'est de Colombo afin d'inspecter les membres de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) des Forces armées canadiennes à leur camp du secteur d'Ampara, d'une superficie équivalente à environ la moitié de celle de l'Île-du-Prince-Édouard, où le tsunami aurait fait plus de 10 000 morts.

Le premier ministre a par la suite reconnu que rien ne l'avait préparé à une telle expérience.

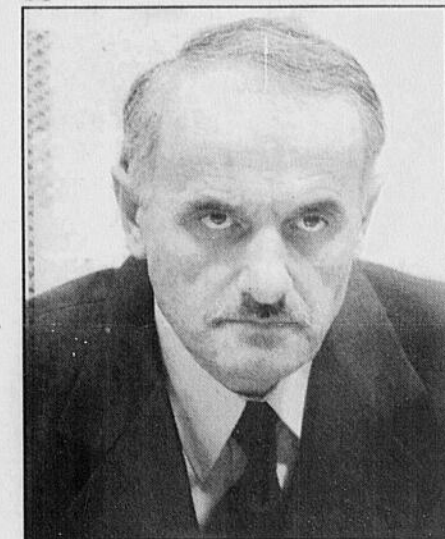
«Je ne crois pas que l'on puisse passer plus de deux minutes ici sans réaliser à quel point l'aide est nécessaire», a ajouté M. Martin.

Le premier ministre s'est tout d'abord arrêté à une immense fosse commune située à un jet de pierre de la plage. Des maisons et des commerces paraissant avoir été la cible d'un bombardement entouraient le site.

«Rien que dans cette fosse se trouvent plus de 1000 personnes qui sont mortes», a indiqué le père Jim Hardwick, de la DART.

«On m'a dit que de 5000 à 10 000 (personnes) sont mortes dans le secteur d'Ampara) et le dernier bilan fait état de 10 736 (victimes), a ajouté l'aumônier de la base militaire de Petawawa, en Ontario. Je n'arrive pas à me sortir ce chiffre de la tête.»

À la suite de son retour à Colombo, lundi après-midi, M. Martin a rencontré des responsables politiques alliés aux Tigres tamouls, voués à l'indépendance des Tamouls du Sri Lanka, qui contrôlent des secteurs du nord-est du pays.



Vidoje Blagojevic

Deux Serbes condamnés pour massacre

LA HAYE (AP) - Deux anciens commandants de l'armée serbe de Bosnie ont été condamnés hier à 9 et 18 ans de prison pour leur rôle dans le massacre de Srebrenica, en 1995, au cours duquel plus de 7000 musulmans avaient été tués pendant la guerre de Bosnie (1992-1995).

Le colonel Vidoje Blagojevic, 54 ans, commandait la brigade de Bratunac, l'une des unités des forces bosno-serbes qui a participé aux exécutions dans l'enclave de Srebrenica. Il a été condamné à 18 ans de prison pour complicité de génocide et crimes de guerre.

De son côté, Dragan Jokic, 47 ans, un lieutenant-colonel de la brigade de Zvornik, a été condamné à 9 ans d'emprisonnement. Il a été reconnu coupable de meurtre, d'extermination et de persécution. L'accusation avait requis 15 à 20 ans de prison à son encontre, contre 32 ans pour Blagojevic.

Les deux hommes ont en revanche été acquittés pour leur responsabilité présumée dans le massacre, la cour ayant estimé qu'ils avaient transmis les ordres. Ils ont apporté un soutien logistique, en fournissant l'équipement nécessaire pour creuser les charniers et en assurant la sécurité des convois de détenus.

En juillet 1995, quelques mois à peine avant la fin de la guerre en Bosnie, les Serbes s'étaient emparés de l'enclave de Srebrenica, en Bosnie orientale. Plus de 7000 hommes et adolescents musulmans avaient alors été tués. Le général Radislav Krstic, qui commandait les forces bosno-serbes ayant donné l'assaut contre la ville, purge actuellement une peine de 35 ans de prison pour ce massacre.

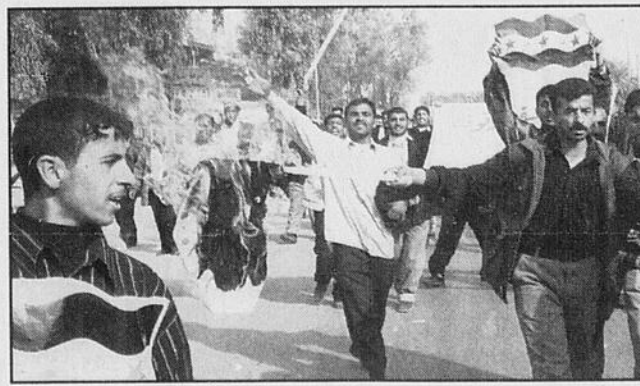
Archevêque enlevé à Mossoul

BAGDAD (AP) - Des insurgés ont enlevé hier un archevêque catholique à Mossoul, dans le nord de l'Irak, et ils ont lancé une série d'attaques contre les forces de sécurité qui ont fait plus de 20 morts.

Dans le cadre de la lutte contre les insurgés, les autorités américaines ont annoncé que plus d'une centaine de suspects avaient été arrêtés ces trois derniers jours.

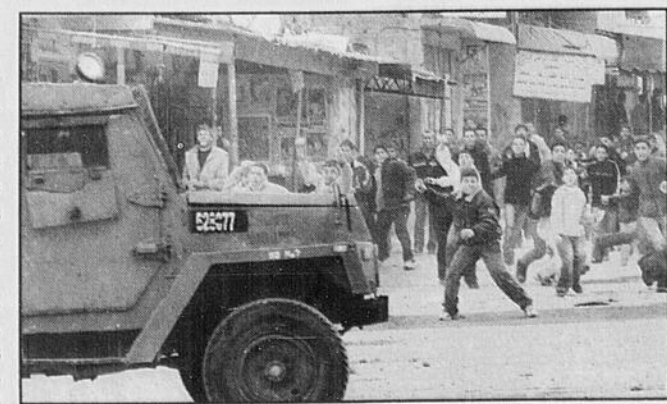
À Mossoul, l'archevêque Basile Georges Casmoussa, 66 ans, membre de l'Église catholique de rite syrien, une des branches de l'Église catholique, a été enlevé par des hommes armés alors qu'il marchait devant son église de Muhandeseen, un quartier situé dans l'est de Mossoul, selon un prêtre.

Par ailleurs, des hommes armés ont ouvert le feu hier sur un barrage près de la ville insurgée de Bakouba, à 55km au nord-est de Bagdad, tuant huit gardes nationaux irakiens. Huit autres personnes ont trouvé la mort dans l'explosion d'une voiture devant un poste de police au nord de la capitale irakienne.



Réclamant leur salaire, ces policiers de Najaf (160 km au sud de Bagdad) brûlaient des affiches du premier ministre intérimaire Allaoui, hier.

Attentats: Abbas donne des ordres



La tension demeure très forte: des jeunes Palestiniens lançaient des roches en direction d'une Jeep de l'armée israélienne, hier, dans une rue de Naplouse.

RAMALLAH, Cisjordanie (AP) - Prenant une première mesure contre des activistes palestiniens depuis son accession à la présidence de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a ordonné hier à ses forces de sécurité d'empêcher les attentats contre Israël et d'enquêter sur celui qui a été commis jeudi dernier au point de passage de Karni, au cours duquel six civils israéliens ont été tués.

Les responsables palestiniens n'ont toutefois pas donné de détails, et on ignorait dans l'immédiat comment cet ordre serait appliqué, s'il l'est. Mahmoud Abbas insiste sur le fait qu'il usera de persuasion, sans recourir à la force, pour ramener au pas les groupes armés. Un porte-parole de Hamas a affirmé pour sa part que son mouvement continuerait à perpétuer des attentats. Israël a suspendu ses relations avec Abbas, et le secrétaire d'État américain Colin Powell a appelé dimanche le leader palestinien pour l'exhorter à mater les groupes armés.

«Nous avons décidé de mettre fin au cycle de la violence», a expliqué le ministre des Communications Azzam al-Ahmed.

Plus de 200 blessés à Bangkok

BANGKOK (AP) - Une rame du métro de Bangkok est entrée en collision avec une autre rame arrêtée à une station du centre-ville à l'heure de pointe, hier, blessant près de 200 personnes, ont annoncé les autorités. Cet accident survient seulement six mois après l'inauguration du métro de la capitale thaïlandaise.

L'accident s'est produit quand une rame vide qui venait de quitter une station de réparation a percuté par l'arrière une rame pleine de passagers. Sous le choc, les deux rames ont subi d'importants dégâts.

«Il y avait plus de 700 passagers dans la rame et des premières informations font état de plus d'une centaine de blessés», a dit le ministre thaïlandais des Transports et de la communication.

Ziyang est mort

PÉKIN (AP) - Il avait sympathisé avec les manifestants de Tiananmen et avait payé au prix fort. L'ancien chef du Parti communiste chinois (PCC) Zhao Ziyang, écarté du pouvoir après les manifestations pro-démocratie de 1989, est décédé hier matin dans un hôpital de la capitale chinoise, a rapporté l'agence officielle Chine nouvelle.

L'ancien dirigeant, qui était âgé de 85 ans, avait été hospitalisé pour des douleurs à un poumon et se trouvait dans un coma profond. Il est mort à l'hôpital de Pékin.

Sous la direction de Zhao Ziyang, Premier ministre de 1980 à 1987, la Chine avait conduit des réformes économiques qui lui avaient apporté la prospérité et ouvert les portes du marché mondial.

Autrefois protégé de Deng Xiaoping, ce spécialiste de l'agriculture était tombé en disgrâce aux yeux du dirigeant chinois après les manifestations estudiantines en faveur de la démocratie en 1989, deux ans après avoir été nommé secrétaire général du PCC. Accusé de «diviser le parti» pour avoir sympathisé avec le mouvement, il avait été victime des purges de l'après-«Printemps de Pékin» et vivait depuis plus de 15 ans en résidence surveillée.

Né en 1919 dans la province du Henan et entré au PCC en 1938, Zhao Ziyang croyait fermement à la toute-puissance du parti, même s'il avait du socialisme une définition assez différente de celle officiellement donnée par le régime chinois.

«Bien sûr nous devons poursuivre sur la voie socialiste. Mais qu'est-ce que le socialisme?», déclarait-il ainsi en 1979. «La marque du socialisme est la propriété collective des moyens de production et le principe du socialisme est à chacun en fonction de son travail».

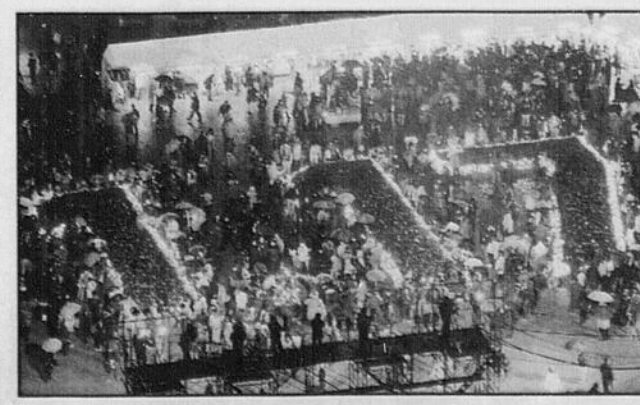
Les Japonais se souviennent de Kobé

KOBÉ, Japon (AP) - Allumant des bougies à la mémoire de chacune des victimes, plusieurs milliers de personnes ont marqué hier le dixième anniversaire du séisme qui a fait 6433 morts, le 17 janvier 1995 à Kobé, ville portuaire de l'ouest du Japon, apportant la preuve de la vulnérabilité des métropoles modernes face aux catastrophes naturelles.

Sous une pluie froide, une foule dense s'est massée dans un parc près de la mairie de Kobé pour se recueillir et allumer 6433 bougies, placées dans des réceptacles en bambou formant les chiffres 17 et 1, comme la date anniversaire.

Les personnes présentes, rassemblées à proximité d'un monument aux morts portant le nom des victimes, ont respecté une minute de silence au moment où retentissait une cloche à 5h46 locales, l'heure à laquelle une secousse de 7,3 degrés sur l'échelle de Richter avait fait trembler la cinquième ville du Japon il y a dix ans.

«C'était terrifiant», s'est souvenu Taiko Yamana, 68 ans, dont la grand-mère de 90 ans a péri dans la catastrophe.



Les Japonais ont illuminé les chiffres 17 du 1 en souvenir du séisme qui avait fait près de 6500 morts à Kobé il y a 10 ans.

Économie

S&P/TSX Venture
1797,60 ▲

5,48

S&P/TSX
9063,84 ▲

6,68

Dow Jones
10 558 ---Dollar
82,18 \$ ▼

-0,08

Or
422,70 \$ ---

www.lapresseaffaires.com

Un entrepreneur veut relancer l'usine Gaspésia de Chandler

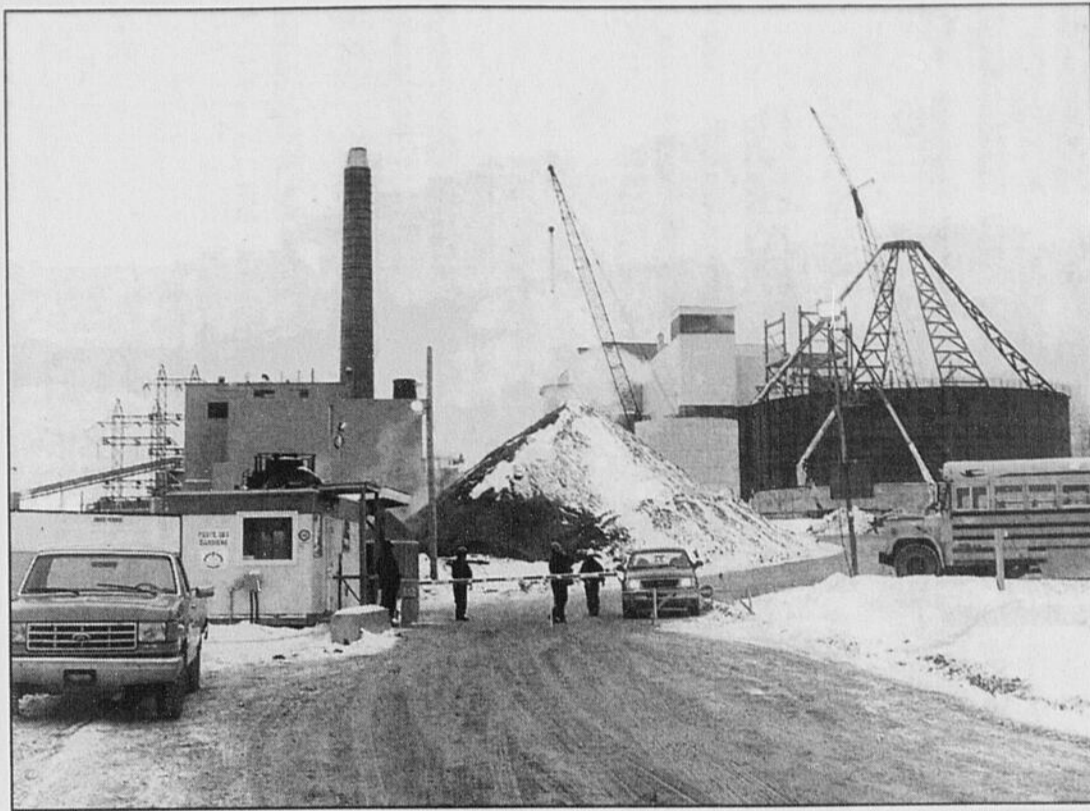
Stéphane Paquet
MONTRÉAL

L'usine Gaspésia survivra peut-être autrement qu'en pièces détachées. Un entrepreneur québécois issu du secteur des pâtes et papiers s'est montré intéressé à acheter l'usine pour la relancer.

Face à l'offre de cet acquéreur inconnu, quinze autres entreprises ont aussi indiqué qu'elles étaient prêtes à acheter l'équipement et fermer le chantier. L'identité de l'acquéreur sera rendue publique lundi prochain, lorsque le contrôleur Pierre Laporte de la firme Ernst & Young se présentera en cour.

Selon ce qu'a pu se faire confirmer La Presse Affaires d'une source proche du dossier, l'acquéreur est issu du milieu des pâtes et papiers, sans être un groupe reconnu comme Kruger, Cascades ou Tembec.

«À première vue, c'est sûr que c'est intéressant parce qu'il y a reprise du chantier», a dit le contrôleur Laporte lors d'une conférence téléphonique en fin d'après-midi. Cette offre, a-t-il poursuivi, est «conditionnelle à avoir l'appui du gouvernement».



Archives, Le Soleil

Le projet initial de relance de la Gaspésia devait coûter 493 millions. Quand le chantier a été arrêté en janvier dernier, le dépassement de coût atteignait 200 millions.

Un délai à prévoir

Pour prendre le temps d'analyser l'offre qui est entrée à ses bureaux vendredi dernier - et «écrite par un bon avocat!» - le contrôleur demandera donc lundi prochain au juge Paul Chaput un nouveau délai de «quelques semaines ou quelques mois». D'ici la fin de ce délai, il n'est pas exclu qu'un autre groupe présente une offre puisqu'il y en a plusieurs qui tournent alentour.

Même si l'offre faite par l'acquéreur est qualifiée de «correcte» par le contrôleur Laporte, il se montre prudent sur l'issue du processus. «Ce ne sera pas une transaction qui sera facile à faire», a-t-il

dit. «Pour le moment, on est loin d'une transaction. On va travailler fort pour la faire.»

Par le passé, M. Laporte a souvent insisté sur le fait que le reprenneur de l'usine Gaspésia, s'il y en avait un, devrait venir de l'étranger. Au Québec, disait-il, le projet a eu tellement mauvaise presse, que le financement serait difficile à obtenir.

Valeur de l'équipement

Pour ce qui est des autres qui veulent mettre la main sur l'équipement et fermer le chantier, leurs offres pourraient atteindre jusqu'à 40 millions de dollars, selon les chiffres fournis par M. Laporte. La valeur de l'équipement était estimée à quelque 190 millions.

Ces offres sont aussi conditionnelles. Les acquéreurs veulent avoir «l'accès au site». Or, les travailleurs de l'usine ont toujours dit que jamais ils ne laisseraient l'équipement quitter Chandler.

Hier, c'est donc sans surprise que le président du syndicat, Denis Luce, a réitéré que les travailleurs sont «toujours là pour empêcher le démantèlement». Il s'est aussi dit «très heureux qu'il y ait une proposition de relance».

Pour le maire de Chandler, Claude Cyr, la nouvelle d'hier constitue «un pas en avant». Mais il était loin de crier victoire face à cet investisseur inconnu. «Le marché est là pour ce type de papier», a-t-il dit, comme pour continuer à plaider la cause de l'usine et de ses travailleurs. (La Presse)

Cascades achète une division de Dover

Presse Canadienne
KINGSEY FALLS

Cascades a annoncé hier qu'elle s'est engagée à acquérir les actifs de la division d'emballage de Dover Industries, une entreprise de transformation alimentaire située à Burlington, en Ontario.

La clôture de la transaction est prévue pour la fin de janvier 2005. Les ventes annuelles de boîtes pliantes fabriquées par la division concernée s'élèvent à environ 35 millions \$.

Le montant de la transaction n'a pas été divulgué par Cascades. L'entreprise québécoise a toutefois déclaré que la somme n'était pas importante.

Gamme plus diversifiée

«L'acquisition des actifs de Dover Packaging permettra à nos nouveaux clients de bénéficier d'une gamme de produits plus diversifiée tout en leur donnant l'occasion de tirer avantage de notre présence géographique étendue», a déclaré Eric Laflamme, président et chef de l'exploitation, Amérique du Nord, de Cascades Carton plat. Conformément à nos stratégies à long terme, cette transaction accroîtra notre intégration nord-américaine tout en permettant une diversification accrue de nos lignes de produits.»

Cascades figure parmi les chefs de file en Amérique du Nord dans la fabrication de produits d'emballage, de papiers tissu et de papiers fins spécialisés.

L'entreprise compte 15 400 employés répartis dans 150 unités opérationnelles, situées au Canada, aux États-Unis, en France, en Angleterre, en Allemagne et en Suède.

Dover Industries est une compagnie de fabrication de produits alimentaires et de papiers dont le marché est situé au Canada et aux États-Unis.

Ses unités de production incluent quatre usines de fabrication de farine situées à Acton et à Cambridge, en Ontario, une usine de fabrication et de transformation de farine située à Halifax, en Nouvelle-Écosse, une usine de fabrication de gobelets en carton située à Brampton, en Ontario, ainsi que des opérations de fabrication de cornets de crème glacée et de produits de plastique située à Burlington, aussi en Ontario.

KING WELLINGTON

Denis Messier

JEAN NÉRON, l'homme derrière le nouveau concept Maison & compagnie de la 13e Avenue Nord, un commerce qui a ouvert ses portes en novembre dernier, m'a confié être satisfait de l'expérience jusqu'à maintenant... En plus de JEAN au niveau de la Maison & compagnie, l'on y retrouve JM Grégoire et Entreprises AR Turgeon...

-0-

Directeur régional de Norbourg Capital, FRANK CAMERON prépare pour le début de février une fête afin de marquer le 2e anniversaire de son association avec Norbourg. Il faut dire que FRANK en profitera aussi en même temps pour fêter son 61e anniversaire de naissance...

-0-

SERGE AUDET de Bell a accepté la présidence d'honneur de l'Encan d'art au profit de la Société Alzheimer de l'Estrie. L'activité aura lieu le 13 avril prochain et il faut s'attendre à des surprises...

-0-

GILLES CHARRON, directeur général du Centre de production intégré du Québec Inc, anciennement le Centre Microtech du Collège de Sherbrooke, était très heureux d'obtenir une subvention de recherche. Le partenaire associé au projet est la compagnie LS Bilodeau Inc de Saint-Ephrem-de-Beauce. Bravo à RAYNALD HAINSE qui en sera le chargé de projet...

-0-

Le bulletin RUMEURS se réjouit de la présence de six places d'affaires du centre-ville de Sherbrooke au nombre des finalistes du prochain Gala Reconnaissance Estrie du 18 février à l'Hôtel Delta. Ces entreprises sont finalistes dans trois catégories...

La force du huard mine l'élan des entreprises

Rudy Le Cours
MONTRÉAL

La majorité des entreprises canadiennes (55%) se dit maintenant touchée par la force du dollar canadien.

L'enquête trimestrielle, menée de la mi-novembre à la mi-décembre au moyen d'interviews en personne par la Banque du Canada auprès d'une centaine d'entreprises représentatives du tissu de l'économie canadienne, indique aussi qu'elles s'attendent à ce que le taux de change s'établisse entre 80 et 84 cents américains durant l'année en cours. La consultation menée durant l'été avait révélé des attentes d'un taux de change de 75 à 77 cents US.

Entre les deux trimestres, la monnaie canadienne a franchi le cap des 80 cents et s'est même brièvement aventurée au-delà des 85 cents US, avant de se replier quelque peu.

Les plus touchées

Les entreprises spécialisées dans l'exploitation des ressources naturelles ou dans la fabrication sont les plus touchées.

À l'inverse, une majorité d'entreprises de commerce de gros et de détail voient d'un oeil favorable la force grandissante du huard qui leur permet d'acheter et de vendre à meilleurs prix.

Parmi les 56 entreprises pour qui une monnaie forte cause problème, 42 invoquent des marges bénéficiaires rognées sur les exportations, 12, un repli du volume de leurs ventes à l'étranger, 19, le repli de leurs ventes et de leurs marges sur le marché intérieur.

Du nombre, 22 n'entendent rien faire, 11 sont résolues à réduire leurs coûts de main-d'oeuvre, 14 à augmenter les intrants importés et 14 à réorienter leur production.

Parmi les 24 qui apprécient la poussée du huard, 20 vont en profiter pour réduire les coûts de leurs

achats, 13 améliorer leurs marges et 12 investir davantage.

Baisse subite

Il n'en demeure pas moins que l'ensemble de l'échantillon, dont la taille modeste recèle une marge d'erreur significative, prévient la Banque, entrevoit désormais des ventes en croissance de 8% seulement contre plus de 20%, trois mois plus tôt.

Malgré tout, encore près de la moitié des entreprises admettent qu'elles auraient quelque difficulté à satisfaire une augmentation soudaine de la demande, indice qu'elles fonctionnent près de leurs pleines capacités.

«En temps normal, le taux d'utilisation de la capacité aurait incité la Banque du Canada à resserrer le crédit, fait remarquer Douglas Porter, économiste principal chez BMO Nesbitt Burns. C'est toutefois largement contrebalancé par les préoccupations grandissantes des entreprises vis-à-vis de la monnaie.»

«Le tableau reste largement positif, souligne Ivana Ruppig, économiste chez Groupe financier RBC. Les intentions d'embaucher et d'investir sont encore à la hausse.» Plus du tiers entendent embaucher et 45% préparent des investissements.

Inflation et taux d'intérêt

La majorité des entreprises pensent enfin que le taux d'inflation devrait évoluer entre 1% et 3%, soit à l'intérieur de la fourchette cible de la Banque du Canada.

«Somme toute, résume Marc Lévesque, stratège en chef aux revenus fixes chez Valeurs mobilières TD, la Banque va continuer de faire contrepoids à la poussée du huard en ne bougeant pas sur les taux d'intérêt.» M. Lévesque prévoit un taux directeur stable à 2,50% jusqu'en juillet. La prochaine réunion statutaire de la Banque du Canada se tient mardi prochain. (La Presse)

Desjardins a le courtier qu'il vous faut



Denis P. Croteau
A.V.A., Adm. A., Pl. Fin.
Conseiller en placement
Tél.: (819) 820-0033

Marc Quessy, B. Sc.
Conseiller en placement
Tél.: (819) 820-0029

Ginette N. Leclair
Assistante administrative
Représentante en placement
Tél.: (819) 820-0032

Desjardins
Valeurs mobilières
Membre FCPE
www.vmdconseil.ca

Succursale Sherbrooke
300, rue Belvédère Nord
Bureau 201
Sherbrooke (Québec) J1H 4B1

152954

Petit déjeuner bénéfique au profit de la FONDATION du CLSC de Sherbrooke

10 \$ pour un savoureux déjeuner, de l'animation et des tirages

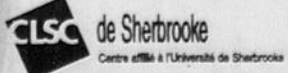
Mardi 18 et mercredi 19 janvier, entre 6 h et 10 h 30, chez Charlie
10, rue Camirand (angle King Ouest), Sherbrooke.

La Fondation du CLSC de Sherbrooke soutient et complète les actions du CLSC auprès des enfants, des jeunes, des familles, des adultes et des personnes en perte d'autonomie de Sherbrooke afin de contribuer au maintien et à l'amélioration de leur santé.

Procurez-vous vos billets au 565-5370, poste 2456



La Fondation du CLSC
de Sherbrooke
Donner pour qu'ils reçoivent



La Tribune



152174

Bourse de Toronto

Table of stock market data for Toronto, including columns for TSE 300, various sectors (Energy, Tech, Health, etc.), and individual stock prices with changes.

Depense moyenne de 599 \$ pour les cadeaux - Presse Canadienne. Text describing a survey on holiday spending.

ont été publiés hier. Selon 37 pour cent de Canadiens interrogés après les Fêtes pour les fins de sondage ont déclaré qu'ils avaient prévu un budget spécifique pour l'achat de cadeaux et les déboursés connexes. De ce nombre, 14 pour cent n'ont pas respecté.

1170 \$, alors que les Québécois arrivent en queue de peloton, avec une moyenne d'environ 599 \$.

sent entrainer dans le processus d'achat et d'échange de cadeaux», a commenté Maria Racaneli, vice-présidente, groupe Particuliers et entreprises, BMO Banque de Montréal.

Les Ontariens sont ceux qui ont le plus dépensé avec une moyenne de 1170 \$, alors que les Québécois arrivent en queue de peloton, avec une moyenne d'environ 599 \$.

Toronto

TORONTO (PC) — Les cours étaient en hausse hier, à la Bourse de Toronto. L'indice S&P/TSX s'est apprécié de 6,68 points à 9063,84 dans un volume de 152,5 millions d'actions transigées.

Le Nasdaq Canada était fermé.

TSX

TORONTO (PC) — La Bourse de croissance TSX a clôturé à 1797,60 hier, en hausse de 5,48 points dans un volume de 81,18 millions de titres échangés.

Bénéfices

TORONTO (PC) — Bénéfices de société déclarés hier:

Cogeco Câble: Trimestre terminé le 30 novembre 2004, revenu net 3 827 000 \$, soit 0,05 \$ par action de base; 2003, perte nette 41 103 \$, soit une perte nette de 1,03 \$ par action de base. Revenus: 2004, 135 766 000 \$; 2003, 129 489 000 \$.

Cogeco: Trimestre terminé le 30 novembre 2004, revenu net 3 117 000 \$, soit 0,19 \$ par action de base; 2003, perte nette de 15 391 000 \$, soit 0,94 \$ par action de base. Revenus: 2004, 171 411 000 \$.

\$; 2003, 166 913 000 \$.

Dividendes

TORONTO (PC) — Dividendes de société déclarés hier, trimestriels à moins d'indication contraire:

Cogeco Câble: 0,02 \$. Payable le 11 février. Inscription le 28 janvier.

Cogeco: Action à droit de vote subordonné et multiple, 0,525 \$. Payable le 11 février. Inscription le 28 janvier.

Obligations

TORONTO (PC) — Les cours étaient en hausse dans une séance légère hier, sur le marché des obligations.

Les obligations à terme de deux ans ont gagné 0,02 \$ à 100,56 \$; celles à 10 ans ont augmenté de 0,08 \$ à 105,78 \$; celles à long terme se sont appréciées de 1,49 \$ à 115,28 \$.

Le rendement des obligations canadiennes à 5,75 pour cent échéant en 2029, un indicateur du coût à long terme des emprunts, était de 4,762 pour cent; l'argent au jour le jour était à 2,50 pour cent.

Ces données sont fournies par la Banque Royale.

Devises

TORONTO (PC) — Les taux de devises étrangères, fournis hier par la Banque de Montréal.

Chine (renminbi)	0.1521
États-Unis (dollar)	1.2168
Europe (euro)	1.5902
Japon (yen)	0.0119
Mexique (peso)	0.1165
Royaume-Uni (livre)	2.2640

Desjardins prend encore de l'expansion

Presse Canadienne
MONTRÉAL

Desjardins Sécurité financière (DSF) a annoncé hier qu'elle rachetait la participation minoritaire de 30 pour cent de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans Gestion SFL, un réseau de distribution de produits et services financiers.

CDP Services financiers, une filiale de la Caisse de dépôt et placement, avait acquis sa participation dans Gestion SFL, une filiale d'Assurance vie Desjardins-Laurentienne (l'ancien nom de Desjardins Sécurité financière) à l'automne 2000 pour un montant qui n'avait pas été dévoilé.

L'entente d'octobre 2000 accordait à la Caisse de dépôt et placement une option de vente de sa participation. Hier, dans un communiqué, Desjardins Sécurité financière a indiqué que l'option de vente que détenait la Caisse a été devancée d'un an «d'un commun accord». DSF, qui devient actionnaire à 100 pour cent de sa filiale, a dit que cette décision démontre «ainsi sa confiance en l'avenir de Gestion SFL».

Au cours des deux dernières années, le nombre de centres financiers de Gestion SFL au Québec et de Laurentian Financial Services dans les autres provinces est passé de 19 à 28, a indiqué Desjardins, hier. Le réseau regroupe quelque 1000 représentants, compte plus d'un demi-

million de clients et gère près de 5 milliards \$ d'actifs en épargne, de même que 235 millions \$ de primes d'assurance vie.

«Alors que se poursuit la consolidation dans l'industrie des services financiers, le succès des conseillers passe de plus en plus par leur association à un réseau solide qui partage leurs ambitions et qui se montre capable de satisfaire leurs attentes et d'assurer la sécurité financière à leurs clients», a affirmé le président de Gestion SFL, Denis Berthiaume.

«C'est ce que SFL est en mesure de garantir aux conseillers qui feront le choix de joindre notre réseau.»

Desjardins Sécurité financière, qui est spécialisée dans l'assurance de personnes et en épargne-retraite, dit être le plus important groupe financier intégré de nature coopérative au Canada, avec plus de cinq millions de clients, 3679 employés et un actif de plus de 14 milliards \$.

DSF a été créée en décembre 2001 avec la fusion d'Assurance vie Desjardins-Laurentienne — elle-même née de l'intégration du Groupe La Laurentienne au sein d'Assurance vie Desjardins en 1994 — et de l'Impériale, une autre compagnie d'assurance sur la vie.

L'Impériale était déjà dans le giron de Desjardins depuis l'acquisition du Groupe La Laurentienne.

DSF a des bureaux à travers le Canada, notamment à Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, Québec, Lévis et Halifax.

Cogeco prévoit se lancer dans la téléphonie IP d'ici six mois

Karine Fortin (PC)
MONTRÉAL

À l'instar de ses concurrents Rogers et Vidéotron, le câblodistributeur Cogeco Câble se prépare à offrir des services de téléphonie par Internet — ou téléphonie IP — à ses abonnés.

«La téléphonie fait partie de nos priorités», a assuré le pdg Louis Audet, en conférence avec les analystes pour discuter des résultats du premier trimestre.

L'entreprise qui dessert 1,4 million de foyers au Québec et en Ontario serait sur le point de s'entendre avec d'importants fournisseurs. Elle prévoit être en mesure de donner le coup d'envoi à son service au cours des six prochains mois.

La téléphonie IP représente une nouvelle avenue de croissance intéressante pour Cogeco Câble, dont les principaux piliers — le câble traditionnel et l'Internet haute vitesse — donnent des signes de maturité.

Au cours du premier trimestre clos le 30 novembre dernier, le service de base a gagné quelque 7700 clients, comparativement à 7200 pour la période correspondante en 2003. Internet haute vitesse a pour sa part gagné 16 800 adeptes, soit moins que les 17 400 de l'année précédente.

La plus importante progression a eu lieu dans la télévision numérique, qui comptait à la fin de l'automne 21 842 clients de plus qu'à l'été. Le mois dernier, Louis Audet disait vouloir ajouter la télévision interactive à son bouquet de services.

En conférence téléphonique avec les analystes, l'homme d'affaires s'est dit



1er trimestre clos le 30 nov. COGECO

(en millions \$)	2005	2004
Chiffre d'affaires	171,4	166,9

Bénéfice net (perte nette) 3,1 (15,4)

Bénéfice net (perte nette) par action 0,2 (0,9)

1er trimestre clos le 30 nov. COGECO-CÂBLE

(en millions \$)	2005	2004
Chiffre d'affaires	135,8	129,5

Bénéfice net (perte nette) 3,8 (41,1)

Bénéfice net (perte nette) par action 0,10 (1,0)

Profil de l'entreprise

Secteur d'activités: entreprise de câblodistribution qui compte environ 1,4 million de clients du service de base et exploite le réseau de télévision TQS ainsi que 5 stations de radio à Montréal et Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières

Siège social: Montréal

Source: Cogeco

PC

très satisfait des résultats du premier trimestre 2005, qui s'est soldé par un bénéfice net de 3,8 millions \$ ou 0,10 \$ par action.

L'an dernier à pareille date, la société avait fait état d'une perte exceptionnelle de 41,1 millions \$ ou 1,03 \$ par action attribuable à des ajustements hors caisse pour l'amortissement.

Les revenus de Cogeco Câble pour les trois premiers mois de l'exercice ont totalisé 135,8 millions \$, en hausse de près de 5 pour cent sur les 129,5 millions \$ déclarés en 2004.

Médias

Le câblodistributeur appartient à près de 40 pour cent à Cogeco, qui exploite le réseau de télévision TQS ainsi que les radios RYTHME FM et 93,3 — anciennement FM 93 — à Québec.

Les médias n'ont pas contribué au bénéfice de sa société mère au premier trimestre. Louis Audet s'est néanmoins montré encouragé par les progrès réalisés à TQS depuis un an.

«Nous avons réduit nos dépenses pour s'établir à un nouveau niveau de base à partir duquel on se remet à bâtir la croissance de l'entreprise. Ça nous a permis, entre autres choses, de doubler le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) par rapport à l'année dernière», a-t-il souligné.

Pour Cogeco, le premier trimestre a donné lieu à un bénéfice net de 3,1 millions \$ ou 0,19 \$ par action, comparativement à une perte de 15,4 millions \$ ou 0,94 \$ par action en 2004. Les revenus se sont chiffrés à 171,4 millions \$ en hausse par rapport aux 166,9 millions \$ de l'an dernier.

Revente de maisons à travers le pays

(en 2004)



Le prix de vente moyen des maisons existantes au pays s'est établi à 245 149 \$ en 2004, une augmentation de 10,1 % en une année. Voici les données pour les principaux marchés québécois et canadiens, selon l'Association canadienne de l'immobilier:

Ville/Région	Unités vendues en \$	Prix moyen en \$	Vgr. en %
Calgary	26 511	222 860	5,5
Edmonton	17 652	179 610	8,5
Halifax-Dartmouth	5 516	175 132	7,8
Mauricie (Trois-Riv.)	1 588	90 728	10,7
Montréal	44 175	194 692	16,5
Ottawa	13 457	238 152	8,4
Outaouais (Hull)	4 634	150 264	15,1
Québec	8 065	129 149	9,8
Regina	2 785	111 869	7,1
Saguenay-Lac St-Jean	1 617	93 243	6,1
Saint Jean (N.-B.)	1 612	116 836	9,7
Saint Jean (T.-N.)	3 203	132 993	9,6
Toronto	84 854	315 266	7,5
Vancouver métro	37 972	373 877	13,5
Total	316 386	245 149	10,1

Source: ACI

PC

Le marché immobilier de la revente a battu tous les records

Presse Canadienne
MONTRÉAL

Le marché immobilier de la revente a fracassé tous les records au Canada en 2004, même si les données du mois de décembre témoignent d'un retour à une activité plus normale.

L'Association canadienne de l'immobilier (ACI) a fait savoir hier que 316 386 transactions ont été enregistrées dans les principaux marchés au cours de la dernière année, soit 2,7 pour cent de plus qu'en 2003. Les ventes dans les principaux centres canadiens ont ainsi atteint un niveau record pour une sixième année consécutive.

La pénurie d'unités de logement mises en vente a également fait bondir le prix moyen des transactions. Celui-ci s'est établi à 245 149 \$, en hausse de 10,1 pour cent par rapport à 2003. Le record pour le prix moyen a ainsi été fracassé pour une cinquième année consécutive.

Pour le mois de décembre, les 25 595 transactions enregistrées représentent une baisse de 1,7 pour cent par rapport au même mois de 2003, ce qui, de l'avis de l'ACI, témoigne d'une «tendance à revenir à la normale». Le nombre de transactions a néanmoins été supérieur à 25 000 pour un 11e mois consécutif, ce qui ne s'était encore jamais vu.

Dans la région de Montréal, le nombre de transactions en décembre a fléchi de 14,8 pour cent par rapport au même mois de 2003. Le prix moyen s'est établi à 201 341 \$, en hausse de 14,6 pour cent.

À Québec, le nombre de transactions a reculé de 5,1 pour cent, mais le prix moyen a progressé de 7,6 pour cent par rapport à décembre 2003 pour atteindre 133 565 \$.

En Outaouais, l'ACI rapporte une baisse de 12,2 pour cent du nombre de transactions, mais le prix moyen a bondi de 13,2 pour cent, s'établissant à 153 920 \$.

Appelez et vous recevrez :

1 800 463-5229

REER Obligations à taux fixe

1 000 \$ placés maintenant vous rapporteront 1 568 \$* dans dix ans. Garanti.

Termes	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Taux annuels (%)	2,00	2,35	2,75	3,20	3,45	3,75	3,95	4,20	4,35	4,50

Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

BONI DE 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

www.epq.gouv.qc.ca

* Ce montant tient compte du boni de 1% la première année pour les nouveaux fonds REER et des intérêts composés.

Épargne Placements

Québec

Ce soir 19 h 30 Méchant contraste!

Des gens fascinants, des sujets originaux, des opinions pour le moins contrastées. Animation : Matthieu Dugal Réalisation-coordination : Erik Tremblay

Le Québec comme vous ne l'avez jamais vu.



Télé-Québec
telequebec.tv

Ça change de la télé

La publicité à CHOI-FM a permis à l'ADQ de l'emporter dans Vanier

Norman Delisle (PC)
QUÉBEC

L'Action démocratique a payé près de 18 000 \$ en publicité à la station CHOI-FM Radio-X au cours de la campagne électorale de septembre dernier dans Vanier, révèle le rapport des dépenses du candidat adéquate, Sylvain Légaré.

Cette publicité était composée essentiellement de publi-reportages transmis en direct à partir du comité électoral du candidat adéquate.

Le prix de ces publicités variait de 100 \$ à 325 \$ pour chaque tranche de 30 secondes. La facture totale transmise par

la station CHOI au candidat Légaré s'est élevée à 17 926,65 \$.

En fait, c'est par le biais de cette station de radio qu'a transité presque toute la publicité du candidat adéquate élu le 20 septembre dernier dans Vanier, à Québec, indique le rapport des dépenses.

Les rapports des dépenses de tous les candidats aux élections complémentaires du 20 septembre dernier viennent d'être remis au Directeur général des élections du Québec. Ce sont des documents publics.

Le candidat Légaré a aussi investi 4555 \$ en publicité à la station radiophonique concurrente CHIK 98,9, et 1865 \$ dans les Médias Transcontinentale.

Le candidat adéquate avait obtenu

l'appui de la station CHOI-FM et de son controversé animateur, Jean-François Filion, lors de cette campagne électorale. M. Légaré l'a remporté avec une majorité de 4500 voix sur son plus proche adversaire, recueillant 47 pour cent des suffrages.

«On a innové au niveau de campagne. D'abord au niveau de nos pancartes, puis en faisant des publi-reportages avec CHOI dans notre local électoral. C'était la première fois qu'une telle campagne publicitaire était menée au cours d'une campagne électorale», a expliqué le député Légaré en interview téléphonique à la Presse Canadienne.

Mais c'est le candidat libéral Michel Beaudoin qui a dépensé le plus au cours de cette campagne électorale.

Dans la défaite, le libéral Michel Beaudoin a dépensé 80 562 \$, dont 59 112 \$ uniquement en publicité. Sa campagne ne lui a rapporté que 6664 suffrages. C'est donc dire qu'il a dépensé 12,09 \$ pour chaque bulletin marqué en sa faveur.

Le péquiste Sylvain Lévesque a pour sa part dépensé 49 700 \$ et a obtenu 5243 voix. Le candidat Paul Biron de la Démocratie chrétienne a de son côté dépensé 8545 \$, mais il n'a obtenu que 112 voix, ce qui lui fait un coût record de 76,30 \$ par appui obtenu.

Dans les trois autres circonscriptions où s'est déroulée une élection le 20 septembre dernier, le candidat libéral est celui qui, à chaque endroit, a eu les

dépenses les plus élevées.

Dans Laurier-Dorion, la péquiste élue Elsie Lefebvre a dépensé 52 000 \$, soit presque 20 000 \$ de moins que la libérale Voula Neofotistos qui a été défaite malgré des dépenses de 71 350 \$

Dans Gouin, le péquiste Nicolas Girard a été élu. Ses dépenses se sont élevées à 45 800 \$, alors que la libérale Edith Keays n'a pu l'emporter malgré des dépenses de 59 700 \$.

Enfin dans le comté de Nelligan (Ouest de Montréal), où la libérale Yolande James l'a emporté facilement, les dépenses du parti de Jean Charest ont atteint 70 700 \$, contre 12 600 \$ pour le Parti québécois et 35 000 \$ pour l'indépendant Michel Gibson.

En bref

Les automobilistes passent droit à la frontière Lacolle

MONTRÉAL (PC) — Des automobilistes passeraient au poste-frontière de Lacolle, au sud de Montréal, sans s'arrêter et sans que la GRC ne les prenne en chasse, a révélé hier soir Radio-Canada.

En moins d'un mois, les douaniers ont recensé 18 cas d'infraction à cet endroit, souligne la société d'État. Les véhicules entreraient illégalement au pays en roulant à l'extérieur de la voie réservée aux poids lourds, selon les douaniers.

Ces derniers disent avertir la GRC lorsque des cas se présentent afin que les agents interceptent les fautifs, mais en vain.

Le corps policier a décidé de mettre fin aux patrouilles frontalières afin de dégager des effectifs pour mener des enquêtes sur les réseaux de contrebande et d'immigration clandestine, précise Radio-Canada.

Travailleurs saisonniers et congés parentaux, des priorités

OTTAWA (PC) — Régler le problème des travailleurs saisonniers ainsi que la question des congés parentaux sont les deux grandes priorités de Lucienne Robillard, qui était assermentée hier à Ottawa à titre de ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Mme Robillard se trouvait en vacances à Saint-Martin dans les Caraïbes au moment du mini-remaniement ministériel effectué par Paul Martin. Ce remaniement faisait suite à la démission de la ministre de l'Immigration, Judy Sgro, vendredi dernier.

Au sujet des améliorations à l'assurance-emploi, la ministre a ciblé le problème du «trou noir», qui affecte bon nombre de travailleurs saisonniers.

«La réalité du travail saisonnier force malheureusement certains travailleurs à ne pas avoir de revenus pendant une partie de l'année, alors on va travailler fort pour essayer de régler ce problème, a dit Lucienne Robillard.

«Ce sera une de mes priorités, de même que le congé parental.»

Pas question toutefois de procéder à une réforme en profondeur du régime d'assurance-emploi. La ministre rappelle que cela a été fait il y a quelques années et que le gouvernement a incorporé dans la loi une «obligation d'évaluation annuelle», pour permettre d'apporter les ajustements nécessaires au fur et à mesure.

«Quand on a fait la réforme, j'étais au cabinet à ce moment-là, on savait qu'il pouvait y avoir certaines anomalies, et c'est ce qu'on s'approprié à corriger d'année en année. Il n'est nullement question de rebâtir un nouveau système d'assurance-emploi, il s'agit de l'adapter à la réalité d'aujourd'hui», a dit Mme Robillard.

Dans le dossier des congés parentaux, elle espère également pouvoir conclure la négociation avec le gouvernement du Québec en respectant la date cible du 1er février.

«Certainement que c'est une priorité, l'obligation de résultat est pour le 1er février, d'insister la ministre. Alors il ne reste plus grand temps. Mais nos négociateurs sont à l'oeuvre depuis longtemps, alors j'ose espérer qu'on arrivera à une solution heureuse», dit-elle.

CHUM: Dumont croit que Charest doit être visionnaire

MONTRÉAL (PC) - Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a appelé hier le gouvernement Charest à faire preuve de leadership et de vision en choisissant le site Outremont pour le futur CHUM.

«Le projet de la gare de triage d'Outremont est un projet de visionnaire. L'autre (St-Luc) est un projet de fonctionnaires», a tranché M. Dumont lors d'un point de presse.

Du même souffle, il a demandé à Ottawa d'investir beaucoup plus que les 100 millions \$ auxquels s'attend le milieu.

Rappelant que le Québec réclame depuis des décennies sa juste part des investissements fédéraux en recherche et développement, Mario Dumont estime qu'Ottawa a là une chance unique de réparer l'injustice.

Le chef adéquate, qui recontraire le recteur de l'université de Montréal, Robert Lacroix, hier matin, est convaincu qu'une réfection de l'hôpital St-Luc représente un compromis qui ne fait pas le poids face au projet de technopole de la santé présenté par le recteur Lacroix.

«Je ne crois pas qu'on puisse faire du neuf avec du vieux», a dit M. Dumont, faisant référence à l'hôpital St-Luc. «On est enfermé dans un espace insuffisant.»

«La synergie avec un centre universitaire est la norme en Amérique du Nord», a-t-il dit, soulignant que le CHUM d'Outremont serait situé tout près de l'Université de Montréal.

la Baie

encore plus

50 % de rabais bagages

Skyway, Samsonite, Ricardo of Beverly Hills, Eddie Bauer, Delsey, TravelPro, Atlantic, Air Canada et Swiss de Wenger

Exception : articles dont le prix se termine par 97 et 99.



solde de 2 jours

En vigueur les mercredi 19 et jeudi 20 janvier

achat-choc

899 serviettes de bain Ralph Lauren
Prix de comparaison 19,99 \$

3499 grille-pain chromé Hamilton Beach à 2 fentes
Prix de comparaison 49,99 \$

3499 pantalon ou jean Jones New York Sport en serge pour elle
Prix de comparaison 89 \$

6999 jeans Seven pour elle
Prix de comparaison 95 \$

9999 chaussures Rockport pour lui
Prix de comparaison 180 \$

12999 ensembles édreton Quattro en suédine Grand ou très grand lit.

<p>femme</p> <p>solde 999 à 2999</p> <p>tenues mode pour elle ToGoSM et ToGoSM Sport Ord. 15 \$ à 49 \$.</p> <p>solde 1999</p> <p>chemisiers Alia pour elle Ord. 38 \$ et 45 \$.</p> <p>45 % de rabais</p> <p>soutiens-gorge et slips sous boîte pour elle WonderBra et Warner's</p> <p>3 articles ou plus : 40 % de rabais</p> <p>2 articles : 30 % de rabais un article : 25 % de rabais</p> <p>jeans à prix ordinaire pour elle et lui Tommy Jeans, CK Jeans, Nautica Jeans, Chaps Denim, Point Zero, Buffalo et Ikeda</p>	<p>25 % à 40 % de rabais</p> <p>tenues griffées automne-hiver pour elle Tailles courantes et petites.</p> <p>30 % de rabais</p> <p>soutiens-gorge et slips mode sur cintre Triumph et Lily of France</p> <p>bijoux, accessoires et chaussures</p> <p>50 % de rabais</p> <p>bijoux Principles[®] en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct</p> <p>40 % de rabais</p> <ul style="list-style-type: none"> chaussures de sport pour toute la famille Reebok et Adidas bijoux fins en or à 10 ct et 14 ct sertis de zircons cubiques 	<p>30 % de rabais</p> <p>chaussures de ville et tout-aller pour lui. Florshiem, Hush Puppies, ToGoSM et autres</p> <p>25 % de rabais</p> <p>chaussures pour elle MantlesSM et ToGoSM Ord. 50 \$ à 60 \$. Solde 37,49 \$ à 44,99 \$.</p> <p>homme</p> <p>40 % de rabais</p> <p>sous-vêtements et chaussettes Tommy Hilfiger pour lui</p> <p>30 % de rabais</p> <ul style="list-style-type: none"> tenues automne-hiver pour lui. Tommy Hilfiger, Polo, Wayne Gretzky, Claiborne, etc. gants en cuir et écharpes Perry Ellis pour lui <p>enfant</p> <p>30 % de rabais</p> <p>sous-vêtements, collants opaques et chaussettes pour enfant</p>	<p>50 % de rabais</p> <p>batteries de cuisine et stock suivi assorti Lagostina, T-Fal KitchenAid, Anolon et Circulon</p> <p>25 % de rabais</p> <p>collections de literie choisies MantlesSM et Market Square[®]</p> <p>achetez en un, le 2^e est à 25 % de rabais</p> <p>oreillers MantlesSM. Le 2^e article doit être de valeur égale ou inférieure.</p> <p>20 % de rabais</p> <p>Henckels et Good Grips Ustensiles de cuisson Henckels dans le lot.</p> <p>100 \$ de rabais</p> <p>duo-lessive Whirlpool N° 9005204 et 9005206. Ord. 999,98 \$. Solde 899,98 \$.</p> <p>7 % de rabais</p> <p>appareils électroniques à prix ordinaire</p>
--	---	--	--

Liquidation multirayon EN COURS! jusqu'à 70 % de rabais

<p>30 % de rabais additionnel</p> <p>tenues griffées à prix de liquidation pour elle</p> <p>Exceptions : I.N.C et Alfani. Sur nos derniers prix étiquetés.</p>	<p>40 % de rabais</p> <p>tenues d'extérieur automne-hiver pour elle</p>	<p>jusqu'à 50 % de rabais</p> <p>bottes d'hiver et chaussures pour tous</p>	<p>Liquidation de lingerie!</p> <p>jusqu'à 50 % de rabais</p> <p>tenues de nuit et peignoirs pour elle</p>	<p>50 % de rabais coordonnés</p> <p>de salle de bains sans suite</p> <p>Tant qu'il y en aura.</p>
<p>70 % de rabais</p> <p>articles de Noël : serviettes, arbres, lumières, décorations, cartes sous boîte, étiquettes, ruban, papier-cadeau, diabolins, serviettes en papier, articles de table, chandeliers, bougeoirs, linge de cuisine et de table</p>	<p>jusqu'à 75 % de rabais</p> <p>meubles de séjour, salle à manger et chambre à coucher sans suite</p>	<p>à partir de 34,99 \$</p> <p>pulls pour lui MantlesSM, ToGoSM, Dockers, Natural Issue et Perry Ellis Avant 49,99 \$ à 85 \$.</p>	<p>maintenant 4,99 \$ à 9,99 \$</p> <p>hauts pour enfant Ord. 7,99 \$ à 19,99 \$.</p>	



Balayage d'appareils électroniques, de duos-sommeil, de meubles et de gros électros

Articles sans suite, en stock excédentaire, modèles de rayon, fins de série, marchandise saisonnière et davantage!

Obtenez **10 000 points bonis Primes Hbc**

lorsque vous utilisez votre **carte-cadeau Hbc** pour régler un achat de 50 \$ (avant taxes) à la Baie, chez Zellers ou Déco Découverte entre le 18 et le 23 janvier 2005.

Des points seront accordés pour chaque tranche d'achat de 50 \$ réglée avec la carte-cadeau. L'offre se termine le 23 janvier 2005. Présentez ce bon à la caisse au moment de l'achat.



Bourses d'études 800 \$

Date limite Ter mars 2005

Séminaire de Sherbrooke

Programme de Bourses de distinction

Collégial

✦ Informe-toi auprès de ton conseiller ou ta conseillère en orientation !

Un programme de récompenses branché!

Renseignements : **563-2050** poste 241
www.collegial.ca





